



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.761/2
du 15 avril 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
au statut administratif du
personnel ambulancier
non-pompier des zones de
secours'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.761/2
van 15 april 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het
administratief statuut van het
ambulancepersoneel van de
hulpverleningszones dat geen
brandweerman is'

Le 17 mars 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au statut administratif du personnel ambulancier non-pompier des zones de secours'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 avril 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Claudine MERTES, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 avril 2014.

*

Op 17 maart 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het administratief statuut van het ambulancepersoneel van de hulpverleningszones dat geen brandweerman is'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Claudine MERTES, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 april 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 6, § 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', les gouvernements régionaux doivent être associés à l'élaboration du présent projet¹.

Si le préambule de l'arrêté en projet fait bien référence à l'association des régions, la demande d'avis ne contient pas de documents permettant d'attester que cette formalité a été accomplie.

Interrogée sur ce point, la déléguée de la ministre a indiqué que la procédure d'association est en cours.

2. Le dossier joint à la demande d'avis ne permet pas davantage de constater que la négociation syndicale a été menée à son terme.

3. Il ressort des documents annexés à la demande d'avis que le Conseil des ministres a délibéré le 14 mars 2014, soit avant que les formalités précitées n'aient été accomplies.

4. Les observations qui suivent sont donc formulées sous la double réserve que les formalités précitées aient été effectivement accomplies et que, si les textes soumis au Conseil d'État subissent encore des modifications à la suite des formalités précitées, dont le Conseil des ministres n'a pas encore dégagé de conclusions, les dispositions modifiées sur des points autres que purement formels soient soumises au Conseil d'État pour un nouvel examen.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 3 du projet prévoit que « l'arrêté royal du ... portant le statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours s'applique au personnel

¹ Cet article fait en effet référence à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile', qui dispose que le Roi « arrête les dispositions générales dans les limites desquelles sont fixés le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités, les allocations et notamment les allocations de foyer et de résidence, le pécule de vacances et le pécule de vacances familial ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie ».

Or, il ressort, notamment, de l'arrêté royal du 7 avril 2003 'répartissant les missions en matière de protection civile entre les services publics d'incendie et les services de la protection civile' que l'aide médicale urgente est une compétence des services d'incendie.

ambulancier professionnel et volontaire de la zone »² à l'exception de certaines dispositions qu'il détermine.

Il convient cependant d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur les points suivants :

a) Cette manière d'organiser la réglementation en la matière peut engendrer certains problèmes de sécurité juridique notamment lorsque des dispositions rendues applicables au personnel ambulancier font référence à d'autres dispositions qui, quant à elles, ne lui sont pas rendues applicables. Tel est le cas, par exemple, pour ce qui concerne :

- l'article 8,
- l'article 23, alinéa 2,
- l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er},
- l'article 31, alinéa 2,
- l'article 77, alinéa 2,
- l'article 87, 2^o,
- l'article 99, alinéa 2,
- l'article 115, alinéa 2, de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel'.

b) Certaines dispositions rendues applicables ne peuvent en réalité pas trouver à s'appliquer au personnel ambulancier. Tel est le cas par exemple pour ce qui concerne :

- le livre 1^{er} puisque l'arrêté en projet contient ses propres dispositions générales,
- l'article 88, qui régit la promotion par mobilité des emplois de sergent et de lieutenant, ainsi que de caporal, adjudant, capitaine, major et colonel,
- l'article 111, 2^o, qui traite de la réaffectation volontaire, alors que le livre 5, titre 4, chapitre 3 (réaffectation volontaire), n'est pas applicable au personnel ambulancier,
- l'article 146,
- l'article 194.

c) Le livre 15 est rendu applicable au personnel ambulancier. Or, l'article 306, § 1^{er}, fait référence aux articles 1^{er} et 7 du livre 1^{er}, qui ne peuvent être considérés comme applicables au personnel ambulancier (voir l'observation a) ci-dessus), au livre 6, ainsi qu'aux livres 16 et 17. Le paragraphe 2 de cet article prévoit la conclusion d'un accord de coopération

² Il s'agit de l'arrêté royal dont le projet a fait l'objet des avis 55.165/2 et 55.523/2 donnés les 6 février 2014 et 26 mars 2014 par la section de législation du Conseil d'État. Il sera dénommé « arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' » dans la suite du présent avis.

notamment dans les matières visées à l'article 5, au livre 4 et au livre 5, titre 1^{er}, et à l'article 308, qui ne sont pas rendus applicables au personnel ambulancier. Cela signifie-t-il que l'accord de coopération qui sera conclu ne s'appliquera au personnel ambulancier de la Région de Bruxelles-Capitale qu'en ce qu'il concerne les articles 87 et 88 ? Au vu des explications communiquées par la déléguée de la ministre, dans le cadre de la demande d'avis 55.523/2, en ce qui concerne les matières devant être régies par un accord de coopération, il convient plutôt de considérer que les matières faisant l'objet de l'article 2, alinéa 2, du livre 2, du livre 3 et de l'article 50 de l'arrêté en projet devraient également faire l'objet d'un accord de coopération et que les matières du livre 4 devraient être érigées en principes généraux.

d) Le projet d'arrêté 'portant statut pécuniaire du personnel ambulancier non-pompier des zones de secours', faisant l'objet de l'avis 55.762/2 donné ce jour, ne se réfère pas à l'arrêté royal 'portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours », qui a fait l'objet de l'avis 55.166/2 donné le 6 février 2014. Il est donc permis de se demander si, par souci de clarté et afin d'éviter les problèmes mentionnés ci-dessus, l'auteur du présent projet ne devrait pas faire le même choix.

2. Interrogée sur les raisons pour lesquelles les membres du personnel ambulancier non-pompier ne peuvent bénéficier du régime de réaffectation volontaire ainsi que du régime de fin de carrière, la déléguée de la ministre a expliqué que

« La fonction d'ambulancier non-pompier est moins lourde que la fonction de pompier. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de régime spécifique de réaffectation volontaire, ni de fin de carrière, qui sont des régimes spécifiques pour le[s] pompiers, couplés à une rémunération avantageuse les possibilités de réaffectation dans une zone d'un ambulancier qui n'est pas pompier sont très limitées car ce personnel n'est formée que pour les missions ambulance. Il n'y a pas de fonctions plus légères dans les missions ambulance. Les rares possibilités de réaffectation doivent être préservées pour les réaffectations pour raisons médicales ».

Ces justifications mériteraient de figurer dans un rapport au Roi.

3. Plusieurs dispositions (notamment les articles 2, alinéa 1^{er}, 7, 8 et 9) emportent la délégation d'un pouvoir réglementaire au conseil de la zone.

À cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée, de manière générale, sur le fait que l'attribution d'un pouvoir réglementaire au conseil ne paraît pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, sont absentes. Pareille délégation ne se justifie que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elle a une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause.

Face à de telles délégations, la question doit donc à chaque fois se poser de savoir si la délégation visée répond à toutes ces conditions.

En outre, le recours à de nombreuses délégations paraît en contradiction avec l'objectif d'harmonisation poursuivi par l'adoption d'un statut administratif unique, élaboré par le Roi, pour les membres du personnel ambulancier non-pompier des zones de secours.

4. À la lecture du projet, il est supposé que la notion de nomination vise le stagiaire professionnel tandis que la notion d'engagement vise le stagiaire volontaire. Cependant, comme le statut des volontaires est régi par des dispositions spécifiques du statut en projet ainsi que de l'arrêté relatif au statut administratif du personnel opérationnel, il semble que le terme « nomination » pourrait s'appliquer tant au professionnel qu'au volontaire.

Tel pourrait être le cas, notamment, en ce qui concerne les articles 10, 20, l'intitulé du titre 3 du livre 2, ainsi que les articles 24 et 46, alinéa 1^{er}, 1^o.

5. La comparaison des dispositions transitoires contenues dans le livre 6 en projet et des dispositions transitoires contenues dans le livre 16 de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' ne permet pas de comprendre les raisons pour lesquelles l'arrêté en projet ne comporte pas de dispositions transitoires sur les points suivants :

a) les procédures de promotion du personnel ambulancier non-pompier qui seraient en cours dans certaines communes³ ;

b) une disposition similaire à l'article 317 de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel', selon lequel « La condition d'évaluation satisfaisante visée aux articles 87 et 92 n'est d'application qu'après une première période d'évaluation organisée en vertu du présent arrêté » ; la déléguée de la ministre a indiqué qu'une telle disposition serait ajoutée ;

c) une disposition similaire à l'article 327, selon lequel, « Pendant un délai de six mois après le transfert vers la zone, la publication de la vacance d'emploi sur le site internet de la zone telle que prévue à l'article 54 peut être remplacée par le seul affichage de la vacance d'emploi dans les postes de la zone » ; à nouveau, la déléguée de la ministre a indiqué qu'une telle disposition serait ajoutée.

6. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'arrêté en projet ne contient pas d'article 5. En outre, s'agissant d'un nouvel arrêté, il serait préférable de ne pas faire usage d'une numérotation *bis*, comme à l'article 28*bis* en projet.

³ Cette situation est régie dans l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' par l'article 315.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'alinéa 1^{er} devrait également mentionner :

- l'article 17, § 1^{er}, 7^o, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' puisqu'il s'agit d'un des deux fondements légaux de l'article 306 de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel', rendu applicable par l'article 3 du projet ;

- l'article 106/1 de la loi précitée du 15 mai 2007 en raison du livre 11 (« Exécution d'un test d'alcoolémie ou de détection de drogues ») de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' rendu applicable par l'article 3 du projet ;

- l'article 208, en raison de l'article 50 du statut en projet ;

- l'article 224, alinéa 2, en raison de l'article 64 du statut en projet.

DISPOSITIF

Article 2

1. À l'alinéa 1^{er}, les termes « professionnel ou volontaire » peuvent être omis. Au regard de la définition de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6^o, cette précision n'apparaît pas nécessaire.

La même observation vaut pour l'article 3.

2. L'alinéa 2, qui détermine les grades du personnel ambulancier non-pompier, trouverait davantage sa place dans un article séparé.

Article 4

Au paragraphe 1^{er}, les termes « dans une situation statutaire *sui generis* » sont à proscrire puisque l'arrêté en projet a justement pour vocation de régler la situation statutaire des ambulanciers non-pompiers en opérant, le cas échéant, des distinctions selon qu'ils sont volontaires (nomination à titre temporaire) ou professionnels (nomination à titre définitif).

Dès lors, comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà indiqué dans l'avis 55.165/2 donné le 6 février 2014 sur le projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel',

« Vu que l'article 106 de la loi précitée du 15 mai 2007 impose au Roi d'arrêter un statut administratif tant pour les membres du personnel opérationnel professionnels que pour les membres du personnel opérationnel volontaires, il est permis de se demander s'il ne serait pas plus simple et plus cohérent de prévoir, d'emblée, que, 'Sauf dispositions contraires, le présent statut s'applique aux membres du personnel volontaire de la zone' ».

Article 7

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà indiqué dans l'avis 55.165/2 précité,

« Afin que le pouvoir de décision du conseil soit clairement et précisément encadré, il conviendrait de déterminer dans quel ordre de priorité les procédures permettant de pourvoir au poste (lire : à l'emploi) vacant doivent être mises en œuvre ».

En outre, par identité avec la rédaction de l'article 3 du projet d'arrêté relatif au statut administratif du personnel opérationnel, le terme « poste » devrait être remplacé par le terme « emploi » dans la version française.

Article 9

1. À l'alinéa 2, il est permis de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le conseil fixe, dans ce cas, les conditions de désignation comme supérieur hiérarchique, alors que, pour ce qui concerne les pompiers, l'article 6 du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' règle directement cette situation en prévoyant qu'« en cas d'égalité de grades, l'autorité est exercée par le membre du personnel ayant le plus d'ancienneté dans ce grade ».

Si l'intention de l'auteur du projet est cependant d'effectuer une désignation, il conviendrait alors de prévoir la procédure à suivre pour effectuer cette désignation (par exemple l'appel aux candidats, le délai pour postuler, etc.), qui suppose une comparaison des titres et mérites des candidats.

2. À l'alinéa 3, les raisons pour lesquelles la désignation s'opère parmi les membres du personnel opérationnel du cadre moyen ou supérieur et non parmi les autres membres du personnel ambulancier porteurs du grade de coordinateur secouriste-ambulancier n'apparaissent pas. Il semble plus logique d'opérer cette désignation au sein de ces derniers, sauf dans l'hypothèse où il n'y aurait pas d'autre coordinateur secouriste ambulancier dans la zone concernée et dans l'hypothèse où aucun coordinateur secouriste ambulancier ne se porterait candidat à l'exercice de ces fonctions.

En outre, il convient de déterminer plus précisément les hypothèses dans lesquelles cette désignation peut intervenir. Quelles sont les absences visées ? Il convient également de déterminer la procédure de désignation. En outre, s'agissant apparemment d'une désignation temporaire, l'auteur du projet devrait également déterminer les hypothèses dans lesquelles cette désignation prend fin.

Article 10⁴

1. En ce qui concerne le paragraphe 2, l'appel aux candidats, mentionné à l'alinéa 1^{er}, devrait également préciser s'il s'agit d'un emploi de volontaire ou de professionnel.
2. À l'alinéa 3, l'appel devrait indiquer à quelle date les conditions doivent être remplies, comprendre un profil succinct de la fonction vacante⁵ et faire état des conditions, visées à l'article 14 de l'arrêté en projet, à remplir en fin de stage.
3. L'alinéa 7, qui concerne l'obligation de publication de l'appel aux candidats, serait mieux placé après l'alinéa 2, qui traite de la forme de publication.
4. Il conviendrait d'insérer de la manière suivante, à l'alinéa 3, la règle énoncée à l'alinéa 8 :

« L'appel mentionne [...] la date limite de dépôt des candidatures ainsi que les modalités pratiques de leur introduction [...] ».

Article 11

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà observé dans l'avis 55.165/2 précité en ce qui concerne l'article 37 du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel',

« Le paragraphe 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

'Le recrutement est subordonné à la réussite d'un concours et d'un examen médical éliminatoire, tel que défini à l'article 26 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, organisés par le conseil.

Le concours consiste en un entretien oral destiné à tester la motivation, la disponibilité et la conformité du candidat avec la description de fonction et la zone. Si des raisons opérationnelles le justifient, le concours peut également comprendre une épreuve supplémentaire.

Le conseil détermine, dans un règlement, le contenu des épreuves et la composition du jury. L'organisation pratique du concours peut être confiée par le conseil à un centre de formation pour la sécurité civile.

Les lauréats sont versés dans une réserve de recrutement valable deux ans. Cette validité peut être prolongée de maximum deux fois deux ans'.

La disposition selon laquelle 'les candidats de la réserve sont admis au stage de recrutement par le conseil dans l'ordre de classement résultant des épreuves zonales supplémentaires' devrait figurer dans le titre 2 relatif au stage de recrutement. En outre, il conviendrait de préciser si les épreuves zonales supplémentaires font partie des épreuves du concours (auquel cas il serait préférable d'utiliser ce terme) ou s'il s'agit encore d'autres épreuves.

⁴ Des observations similaires à celles formulées ici ont été émises par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 36 du projet y examiné.

⁵ Voir l'article 11, § 2, du projet.

Il y aurait lieu enfin de prévoir la manière dont les candidats sont informés des résultats ».

Article 12

1. L'alinéa 2, tel que rédigé, suppose qu'il n'y a aucune nomination ou engagement en qualité de stagiaire. Or, l'admission au stage doit être formalisée via une nomination ou engagement en cette qualité de stagiaire.

2. L'alinéa 4 fait référence au brevet d'ambulancier. Il conviendrait que l'auteur du projet précise s'il s'agit du brevet de secouriste-ambulancier régi par l'arrêté royal du 13 février 1998 'relatif aux centres de formation et de perfectionnement des secouristes-ambulanciers' ou d'un autre type de brevet.

3. Interrogée sur le point de savoir quelle est la situation du stagiaire s'il possède déjà son brevet d'ambulancier avant de postuler en qualité de secouriste-ambulancier dans une zone de secours, la déléguée de la ministre a indiqué que,

« Dans ce cas, le stagiaire ne doit plus suivre les formations pour l'obtention du brevet. On va devoir adapter l'article 12, alinéas 4 et 7 qui déterminent que le stage se termine après l'obtention du brevet. Proposition: Le stage dure 1 année pour le stagiaire qui est détenteur du brevet d'ambulancier le jour de l'entrée en service ».

4. L'alinéa 7 devrait être omis puisque l'alinéa 4 détermine déjà la fin du stage de recrutement.

5. À l'alinéa 8, l'on écrira dans la version française « un an » au lieu de « un ans ».

Article 13

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà observé dans l'avis 55.165/2 précité en ce qui concerne l'article 40 du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel',

« Au paragraphe 2, alinéa 2, la question se pose de savoir s'il ne faudrait pas également tenir compte :

- des absences résultant des articles 81, §§ 1^{er} et 2, et 82 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 'portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' (par analogie, par exemple, avec l'article 28ter, § 2, 3°, du statut des agents de l'État) ;

- des périodes d'absence justifiées par la participation aux activités obligatoires de formation, (en s'inspirant de l'article 7, § 2, de l'ARPG, selon lequel ces périodes doivent être à tout point de vue assimilées à des périodes d'activité de service) ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 31, § 2.

Article 14

1. Le paragraphe 1^{er} pourrait être omis puisqu'il ressort de l'article 12 que le stagiaire secouriste-ambulancier doit obtenir le brevet d'ambulancier pendant son stage.
2. Le paragraphe 2, qui a trait aux conditions de nomination définitive (membre professionnel) ou temporaire (membre volontaire), serait plus adéquatement situé dans le titre 3, à l'exception de l'alinéa 2, dont la première partie ⁶ pourrait être omise en raison de l'observation relative à l'article 10, alinéa 3 du projet, et dont la seconde partie ⁷ devrait être insérée dans l'article 12 du projet.

Article 16 ⁸

1. La disposition prévoit que la commission de stage est présidée par le commandant de la zone ou son délégué. Or, l'article 25 de la loi précitée du 15 mai 2007 dispose :

« Le commandant de zone (visé à l'article 109) prend part aux réunions du conseil avec voix consultative ».

Comme la décision en matière de prolongation du stage ou de licenciement appartient au conseil (voir l'article 22 du projet), il conviendra de veiller, afin de ne pas être en porte-à-faux avec le principe d'impartialité, à ce que, en pratique, le commandant de zone soit ne siège pas au sein de la commission de stage, soit ne prenne pas part aux réunions du conseil lorsque celui-ci est amené à statuer sur la prolongation du stage ou le licenciement d'un stagiaire.

2. Il conviendrait également de déterminer la manière dont la commission délibère (quorum de présence, scrutin secret, quid en cas de parité des votes ?).

Article 18 ⁹

La deuxième phrase de l'alinéa 2 pourrait être rédigée comme suit :

« Ils sont signés par le maître de stage et sont communiqués, à l'issue de chaque période, au stagiaire, qui les signe et y joint éventuellement ses observations ».

Cette formulation permettrait de garantir que les rapports de stage sont immédiatement transmis au stagiaire et non de manière groupée à la fin du stage.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 35, alinéa 2, du projet.

⁶ À savoir « le conseil mentionne ces obligations dans l'appel aux candidats ».

⁷ À savoir « prend en charge les coûts pour l'obtention du brevet d'ambulancier ».

⁸ Des observations similaires à celles formulées ici ont été émises par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 43 du projet y examiné.

⁹ Des observations similaires à celles formulées ici ont été émises par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 45 du projet y examiné.

Article 22

1. À l'article 22, alinéa 3, du projet, puisque la Commission ne peut ni prendre une décision ni formuler une proposition, il y a lieu de remplacer les mots « prend une décision ou formule une proposition » par les mots « émet l'avis ».
2. À l'alinéa 5, deuxième phrase, *in fine*, mieux vaut remplacer le mot « positif » par les mots « favorable au stagiaire ».

Article 24¹⁰

La comparaison des textes français et néerlandais de l'alinéa 4 pose la question de savoir si l'avis du commandant est requis, dans tous les cas, à l'issue des six ans, c'est-à-dire tant dans l'hypothèse du renouvellement tacite que dans l'hypothèse du non-renouvellement.

En tout état de cause, il conviendra de déterminer plus précisément la procédure à suivre pour aboutir à une décision de non-renouvellement. Quand l'avis du commandant doit-il intervenir ? Cet avis est-il rendu d'initiative ou à la demande du conseil ? Est-il transmis au volontaire ? Si oui, dans quel délai ? Dans quel délai est-il transmis au conseil ? Quand celui-ci peut-il entendre le volontaire ? Comment et quand ce dernier doit-il formuler sa demande d'audition ?

Cet alinéa peut être lu, en tout cas dans sa version française, comme prévoyant que le conseil prend une décision de non-renouvellement après avis du commandant. Or, l'article 25 de la loi précitée du 15 mai 2007 prévoit que

« Le commandant de zone (visé à l'article 109) prend part aux réunions du conseil avec voix consultative ».

Comme la décision en matière de non-renouvellement appartient au conseil, il conviendra de veiller, afin de ne pas être en porte-à-faux avec le principe d'impartialité, à ce que, en pratique, le commandant de zone ne prenne pas part aux réunions du conseil lorsque celui-ci est amené à statuer sur une décision de non-renouvellement.

Livre 3

L'intitulé devrait être remplacé par « De la promotion par avancement de grade » puisque ce livre ne traite que de ce type de promotion et que les autres aspects de la carrière seront régis par les dispositions du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel'.

¹⁰ Des observations similaires à celles formulées ici ont été émises par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.523/2 donné le 26 mars 2014 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' à propos de l'article 51 du projet y examiné.

Article 25

1. À l'alinéa 1^{er}, les termes « titre présent » seront remplacés par « présent livre ».
2. À l'alinéa 2, 2^o, il conviendrait peut-être de préciser qu'il s'agit du personnel ambulancier non-pompier.

Article 28

Afin de tenir compte du prescrit des articles 90, alinéa 2, et 107, alinéa 2, du projet d'arrêté relatif au statut administratif du personnel opérationnel, rendus applicables au personnel ambulancier non-pompier par l'article 3 du projet et qui permettent de déroger au principe de l'alinéa 1^{er} en projet, il conviendrait d'insérer, à la fin de l'alinéa, les mots « sans préjudice des articles 90, alinéa 2, et 107, alinéa 2, de l'arrêté royal du ... relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours ».

Article 28bis

1. Tel que rédigé, le littera a) ne permet pas de déterminer avec certitude si la durée du stage de recrutement est comptabilisée dans le calcul de l'ancienneté de grade. L'auteur du projet est appelé à lever cette incertitude en ne perdant pas de vue qu'en ce qui concerne l'article 56 du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel', il a opté pour la non-comptabilisation de la période de stage.
2. Au c), il conviendrait que l'auteur du projet précise de quel brevet il s'agit. À cet égard, il convient d'observer que l'arrêté royal précité du 13 février 1998 ne contient pas de dispositions relatives à ce type de brevet.

Article 29

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il serait plus adéquat, dans la version française, d'utiliser les termes « déterminent ensemble » au lieu de « en commun déterminent ».
2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient de faire référence à l'article 28 et non à l'article 26. En outre, le mot « autres » devrait être omis.
3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, vu la rédaction de l'alinéa 4, le conseil ne fixe pas la composition du jury mais choisit les personnes qui composeront le jury conformément à l'alinéa 4.

Article 30¹¹

L'alinéa 2 devrait être fusionné, par souci de cohérence, avec l'article 32 afin de ne former qu'une seule disposition, selon laquelle

« Le stage de promotion se déroule sous la direction du supérieur fonctionnel, dénommé ci-après 'maître de stage'.

Le maître de stage note, dans un journal de bord, les formations suivies par le stagiaire ».

En outre, il serait utile de préciser par quelle autorité le supérieur fonctionnel est désigné.

Article 32¹²

Vu l'observation concernant l'article 30, alinéa 2, du projet, cette disposition devrait être omise.

Article 34

1. Par identité avec la structure du titre consacré au stage de recrutement, l'article 34 serait mieux situé dans la partie du titre consacrée aux dispositions générales du stage de promotion¹³.

2. À l'alinéa 1^{er}, il vaudrait mieux écrire « le grade de promotion » puisqu'il n'y en a qu'un seul.

3. À l'alinéa 3, la référence à l'article 32 devra être adaptée au regard de l'observation concernant l'article 30 du projet.

Article 38

1. À l'alinéa 2, il conviendrait de fixer les modalités de la saisine de la commission de stage : comment celle-ci doit-elle être saisie et dans quel délai ?

2. À l'alinéa 3, il faudrait régler le cas où le stagiaire ou son défenseur ne comparaît pas devant la commission pour une raison valable, ainsi que le cas où il ne comparaît pas sans invoquer de cause d'excuse.

¹¹ Des observations similaires à celles formulées ici ont été émises par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 58 du projet y examiné.

¹² Une observation similaire à celle formulée ici a été émise par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 60 du projet y examiné.

¹³ Une observation similaire a été émise par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 62 du projet y examiné.

3. Un alinéa spécifique devrait prévoir le délai endéans lequel la commission doit rendre son avis, les conséquences attachées au non-respect de ce délai, l'exigence de motivation de l'avis, la manière dont cet avis est transmis au conseil et le délai endéans lequel il doit lui être transmis.

4. L'alinéa 4 devrait déterminer le délai endéans lequel le conseil doit statuer après avoir reçu l'avis de la commission et quelles sont les conséquences attachées au dépassement de ce délai. Il conviendrait également de prévoir une obligation de motivation spéciale si le conseil s'écarte de l'avis de la commission.

5. Sur ces quatre points, il est suggéré de s'inspirer de l'article 22 du projet en tenant compte des observations formulées sur cette disposition.

Livre 4

Intitulé

Il serait préférable d'intituler ce livre « La formation ». Il n'apparaît en effet pas nécessaire, vu l'objet de l'arrêté en projet, de préciser qu'elle vise les membres du personnel ambulancier.

Article 43 ¹⁴

1. À partir du moment où le statut prévoit une obligation de formation permanente à charge des membres du personnel, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi les formations entrant dans ce cadre devraient être remboursées par le membre du personnel s'il quitte la zone endéans les trois ans qui suivent la formation. Une telle disposition pourrait avoir un impact sur la liberté des membres du personnel de changer d'emploi s'ils le désirent et est donc difficilement conciliable avec le prescrit de l'article 23 de la Constitution, qui garantit le libre choix de l'activité professionnelle.

2. En outre, le titre relatif à la formation étant applicable au personnel volontaire, cette disposition ne se concilie pas avec la nomination temporaire. En effet, si, à l'issue d'une période de six ans, le volontaire auquel l'autorité propose un renouvellement, décide de quitter la zone, devra-t-il rembourser les formations suivies ?

¹⁴ Des observations similaires à celles formulées ici ont été émises par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 152 du projet y examiné.

Article 44

1. Au 2°, il conviendrait, d'une part, de préciser qu'il s'agit d'une procédure disciplinaire mise en œuvre sur la base du livre 10 du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' et, d'autre part, de viser également les cas de démission d'office résultant de l'article 46.

En outre, concernant la démission d'office opérée sur la base de l'article 41, il conviendrait de préciser, dans les dispositions relatives à la formation ou dans celles relatives à la cessation de fonctions, la manière dont s'opère cette démission. Aura-t-elle lieu lorsque le membre du personnel ne suivra aucune heure de formation ou lorsqu'il n'aura pas atteint le quota annuel d'heures de formation ? Quelle sera la procédure (délai, audition du membre du personnel, etc.) ? Cette dernière observation vaut également pour l'article 45, 2°.

2. Les hypothèses prévues après le 2° doivent être renumérotées de 3° à 7° dans la version française.

3. Au 4°, en projet, devant être renuméroté 6° dans la version française, au regard de l'observation précédente, il conviendrait d'ajouter « s'il ne peut être réaffecté conformément à l'article 117 de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' »¹⁵.

Article 45

1. Au 2°, par identité avec l'article 44, 2°, en projet, il conviendrait également de mentionner la démission d'office à la suite d'une procédure disciplinaire mise en œuvre sur la base du livre 10 du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel'. Il convient également, sous réserve d'une éventuelle modification de la numérotation par rapport à ce projet ayant fait l'objet de l'avis précité 55.165/2, de faire référence à l'article 246 de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' et non à son article 243.

2. Au 6°, il serait sans doute préférable de mentionner « en cas de non-renouvellement de la nomination » au lieu de « à l'expiration de la durée d'engagement ou de rengagement »¹⁶.

¹⁵ L'article 300, 6°, du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' est rédigé en ce sens.

¹⁶ L'article 301, 6°, du projet d'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' est rédigé en ce sens.

Article 46¹⁷

La question se pose de savoir si le fait de ne plus satisfaire aux obligations de domicile ou de disponibilité, telles que prévues à l'article 10 du projet, ne doit pas être mentionné à l'article 46, alinéa 1^{er}, 1^o, du projet.

Article 48¹⁸

Il y aurait lieu de déterminer les modalités (procédure, délai, documents à produire) pour introduire la demande et les modalités (procédure, délai) de prise de décision par le conseil.

Articles 48 et 49¹⁹

Il conviendrait de préciser quelle est l'autorité qui accorde la démission honorable.

Livre 6

Observation générale

Il est permis de se demander s'il ne faudrait pas insérer dans le livre 6 des dispositions similaires à celles des articles 38 et 42, §§ 2 et 3, du projet de statut pécuniaire faisant l'objet de l'avis 55.762/2 donné ce jour, et ce, afin de permettre aux membres du personnel de préserver certains acquis (par exemple en matière de congés) octroyés sous l'empire de la réglementation appelée à être abrogée.

Article 50

1. Au 2^o, l'on écrira, dans la version française, « coordinateur » au lieu de « coordonner ».

2. Le 3^o suscite des questions au regard du principe d'égalité et de non-discrimination. En effet, il intègre les infirmiers-ambulanciers, l'infirmier porteur d'un titre particulier « soins intensifs et soins d'urgence » et l'ambulancier chef dans le grade de coordinateur secouriste-ambulancier. Ils sont donc traités de la même manière que les coordinateurs-ambulanciers. Or, certains agents de la catégorie « infirmier » peuvent être titulaires d'un diplôme de niveau B (infirmiers gradués), c'est-à-dire d'un diplôme supérieur à

¹⁷ Une observation similaire à celle formulée ici a été émise par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 290 du projet y examiné.

¹⁸ Une observation similaire à celle formulée ici a été émise par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos de l'article 292 du projet y examiné.

¹⁹ Une observation similaire à celle formulée ici a été émise par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 55.165/2 précité à propos des articles 292 et 293 du projet y examiné.

celui exigé pour être coordinateur-ambulancier. Il est ainsi permis de se demander si la détention d'un diplôme de niveau B pourrait être valorisée dans certains cas, notamment lorsqu'il s'agissait déjà d'une condition de recrutement, de promotion ou d'exercice de certaines fonctions.

En outre, si, dans le système actuel, il existe des différences de responsabilités et de fonctions entre titulaires d'un même grade, selon leur appartenance à un service de catégorie C, X, Y ou Z, il serait peut-être utile d'en faire état dans le texte du projet et/ou dans le rapport au Roi afin de justifier certaines éventuelles différences de traitement.

Article 53

L'article 3 en projet dispose que le livre 4 de l'arrêté 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' n'est pas applicable au personnel ambulancier non-pompier.

On suppose dès lors que l'auteur du projet vise en réalité, dans l'article 53 en projet, à rendre applicables les dispositions du titre 2 du livre 2 du présent projet d'arrêté.

La déléguée de la ministre a indiqué que, en effet, l'article 53 sera revu.

Article 56

Il convient de faire référence, selon sa numérotation dans le projet qui a fait l'objet de l'avis 55.523/2, à l'article 195 de l'arrêté relatif au statut administratif du personnel opérationnel et non à son article 193.

Article 58

Les termes « du présent arrêté » devraient être remplacés par les mots « de cet arrêté » puisque ce qui est visé est celui 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel' auquel l'arrêté en projet se réfère et que, de surcroît, le présent projet ne contient aucune disposition en matière de congés et absences.

Article 59

Il convient de faire référence, selon sa numérotation dans le projet qui a fait l'objet de l'avis 55.523/2, au livre 9 de l'arrêté relatif au statut administratif du personnel opérationnel et non à son livre 14.

Article 60

Il convient de faire référence, selon sa numérotation dans le projet qui a fait l'objet de l'avis 55.523/2, à l'article 223 de l'arrêté relatif au statut administratif du personnel opérationnel et non à son article 221.

Article nouveau

Il conviendrait d'insérer dans l'arrêté en projet une disposition similaire à celle de l'article 44 du projet d'arrêté portant statut pécuniaire du personnel ambulancier non-pompier des zones de secours.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 6, § 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp worden betrokken.¹

Alhoewel de aanhef van het ontworpen besluit inderdaad verwijst naar het erbij betrekken van de gewesten, bevat de adviesaanvraag geen documenten waarmee kan worden aangetoond dat dit vormvereiste is vervuld.

Op een vraag hierover heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat de procedure van het erbij betrekken van de gewestregeringen nog aan de gang is.

2. Uit het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, kan evenmin worden opgemaakt dat de onderhandelingen met de vakbonden afgerond zijn.

3. Uit de documenten die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd, blijkt dat de Ministerraad op 14 maart 2014 heeft overlegd, dat wil zeggen voordat de voornoemde vormvereisten waren vervuld.

4. De hierna volgende opmerkingen worden dus gemaakt onder het dubbele voorbehoud dat de voornoemde vormvereisten daadwerkelijk vervuld moeten zijn en dat, mochten de aan de Raad van State voorgelegde teksten ten gevolge van de voornoemde vormvereisten, waaruit de Ministerraad nog geen conclusies heeft getrokken, nog wijzigingen ondergaan, de bepalingen die op andere dan louter formele punten worden gewijzigd voor een nieuw onderzoek aan de Raad van State worden voorgelegd.

¹ Dat artikel verwijst immers naar artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 ‘betreffende de civiele bescherming’ luidens welke bepaling de Koning “de algemene bepalingen vast[stelt] binnen de perken waarvan de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de vergoedingen, de toelagen en met name de haard- en standplaatsstoeleage, het vakantiegeld en het gezinsvakantiegeld worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten”.

Inzonderheid uit het koninklijk besluit van 7 april 2003 ‘tot verdeling van de opdrachten inzake civiele bescherming tussen de openbare brandweerdiensten en de diensten van de civiele bescherming’ blijkt echter dat de dringende medische hulp een bevoegdheid van de brandweerdiensten is.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Luidens artikel 3 van het ontwerp is “[h]et koninklijk besluit van ... tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones (...) van toepassing op de leden van het beroeps- en vrijwillig ambulancepersoneel van de zone”,² met uitzondering van enkele bepalingen die daarin aangegeven worden.

De steller van het ontwerp moet echter op de volgende punten worden gewezen:

a) Door deze wijze om ter zake regels uit te vaardigen, kunnen bepaalde moeilijkheden rijzen inzake de rechtszekerheid, inzonderheid wanneer bepalingen die op het ambulancepersoneel toepasselijk worden gemaakt, verwijzen naar andere bepalingen die, hunnerzijds, niet op dat personeel toepasselijk zijn gemaakt. Dat geldt bijvoorbeeld voor de volgende bepalingen:

- artikel 8,
- artikel 23, tweede lid,
- artikel 26, § 1, eerste lid,
- artikel 31, tweede lid,
- artikel 77, tweede lid,
- artikel 87, 2°,
- artikel 99, tweede lid,

- artikel 115, tweede lid, van het besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’.

b) Sommige bepalingen die op het ambulancepersoneel toepasselijk worden gemaakt, kunnen daarop in feite geen toepassing vinden. Dat geldt bijvoorbeeld voor:

- boek 1, aangezien het ontworpen besluit zijn eigen algemene bepalingen bevat,
- artikel 88, dat de bevordering door mobiliteit regelt van de betrekkingen van sergeant en luitenant, alsook van korporaal, adjudant, kapitein, majoor en kolonel,
- artikel 111, 2°, waarin de vrijwillige wedertewerkstelling aan de orde is, terwijl boek 5, titel 4, hoofdstuk 3 (vrijwillige wedertewerkstelling) niet op het ambulancepersoneel van toepassing is,
- artikel 146,

² Over het ontwerp van dat koninklijk besluit heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 6 februari 2014 en 26 maart 2014 adviezen 55.165/2 en 55.523/2 gegeven. In het vervolg van dit advies wordt dat besluit het “besluit tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel” genoemd.

- artikel 194.

c) Boek 15 wordt toepasselijk verklaard op het ambulancepersoneel. Artikel 306, § 1, verwijst echter naar de artikelen 1 en 7 van boek 1, die niet kunnen worden geacht toepasselijk te zijn op het ambulancepersoneel (zie opmerking a *supra*), naar boek 6 en naar boeken 16 en 17. Paragraaf 2 van dat artikel bepaalt dat een samenwerkingsakkoord moet worden gesloten, onder andere over de aangelegenheden die worden vermeld in artikel 5, in boek 4 en in boek 5, titel 1, en in artikel 308, die niet toepasselijk worden verklaard op het ambulancepersoneel. De vraag rijst of zulks betekent dat het te sluiten samenwerkingsakkoord alleen wat de artikelen 87 en 88 betreft, toepasselijk zal zijn op het ambulancepersoneel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest? Gelet op de uitleg die de gemachtigde van de minister in het kader van adviesaanvraag 55.523/2 heeft verstrekt over de aangelegenheden die door een samenwerkingsakkoord moeten worden geregeld, moet er veeleer vanuit worden gegaan dat ook over de aangelegenheden die aan de orde zijn in artikel 2, tweede lid, van boek 2, in boek 3 en in artikel 50 van het ontworpen besluit een samenwerkingsakkoord moet worden gesloten en dat de aangelegenheden van boek 4 tot algemene principes moeten worden verheven.

d) Het ontwerp van besluit 'houdende geldelijk statuut van het ambulancepersoneel van de hulpverleningszones dat geen brandweerman is', waarover heden advies 55.762/2 is gegeven, verwijst niet naar het koninklijk besluit 'houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones' waarover op 6 februari 2014 advies 55.166/2 is gegeven. De vraag rijst dan ook of de steller van het voorliggende ontwerp daarvoor niet eveneens moet opteren, ter wille van de duidelijkheid en om de hierboven aangehaalde problemen te voorkomen.

2. Op de vraag waarom de leden van het ambulancepersoneel die geen brandweerman zijn niet in aanmerking komen voor het stelsel van de vrijwillige wedertewerkstelling noch voor het eindeloopbaanregime, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg verstrekt:

“La fonction d’ambulancier non-pompier est moins lourde que la fonction de pompier. C’est la raison pour laquelle il n’y a pas de régime spécifique de réaffectation volontaire, ni de fin de carrière, qui sont des régimes spécifiques pour les pompiers, couplés à une rémunération avantageuse les possibilités de réaffectation dans une zone d’un ambulancier qui n’est pas pompier sont très limitées car ce personnel n’est formée que pour les missions ambulance. Il n’y a pas de fonctions plus légères dans les missions ambulance. Les rares possibilités de réaffectation doivent être préservées pour les réaffectations pour raisons médicales”.

Die rechtvaardiging zou in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

3. Verscheidene bepalingen (inzonderheid de artikelen 2, eerste lid, 7, 8 en 9) houden de delegatie in van een verordenende bevoegdheid aan de zoneraad.

Wat dat betreft, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp er in het algemeen op gevestigd dat het verlenen van verordenende bevoegdheid aan de raad niet in overeenstemming lijkt met de algemene publiekrechtelijke beginselen, omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht. Bovendien ontbreken de

waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking en de preventieve controle van de Raad van State, afdeling Wetgeving. Dergelijke delegatie kan dan ook enkel worden gebillijkt op grond van praktische redenen en in de mate dat ze een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte heeft, en ervan uitgegaan mag worden dat de instellingen die de betrokken reglementering dienen toe te passen of er toezicht op dienen uit te oefenen, ook het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken uit te werken.

Bij zulke delegaties moet dus telkens de vraag worden gesteld of de betreffende delegatie aan al die voorwaarden voldoet.

Werken met talrijke delegaties lijkt bovendien in strijd met de harmonisering die beoogd wordt met het aannemen van een enig administratief statuut voor de leden van het ambulancepersoneel van de hulpverleningszones die geen brandweerman zijn, een statuut dat uitgewerkt wordt door de Koning.

4. Uit het ontwerp blijkt dat het begrip benoeming verband houdt met de beroepsstagiair, terwijl het begrip aanwerving verband houdt met de vrijwillig stagiair. Aangezien het statuut van de vrijwillige personeelsleden evenwel geregeld wordt door specifieke bepalingen van het ontworpen statuut en van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel', lijkt de term "benoeming" zowel te kunnen gelden voor de beroepspersoneelsleden als voor de vrijwillig personeelsleden.

Zulks zou inzonderheid het geval kunnen zijn met de artikelen 10 en 20, met het opschrift van titel 3 van boek 2 en met de artikelen 24 en 46, eerste lid, 1°.

5. Op basis van de vergelijking van de overgangsbepalingen in het ontworpen boek 6 en de overgangsbepalingen in boek 16 van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszone', valt niet in te zien waarom het ontworpen besluit geen overgangsbepalingen bevat betreffende de volgende punten:

a) de procedures voor de bevordering van het ambulancepersoneel dat geen brandweerman is, die in bepaalde gemeenten aan de gang zijn;³

b) een soortgelijke bepaling als artikel 317 van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel', luidende: "De evaluatievoorwaarde 'voldoende', vermeld in de artikelen 87 en 92, is slechts van toepassing na het einde van de eerste evaluatieperiode gevoerd krachtens dit besluit"; de gemachtigde van de minister heeft verklaard dat een dergelijke bepaling zou worden toegevoegd;

c) een soortgelijke bepaling als artikel 327, luidende: "Gedurende een periode van zes maanden vanaf de overdracht naar de zone, kan de bekendmaking van de vacante betrekking, vermeld in artikel 54, op de website van de zone vervangen worden door enkel de aanplakking van de vacante betrekking in de posten van de zone"; ook in dit verband heeft de gemachtigde van de minister verklaard dat een dergelijke bepaling zou worden toegevoegd.

³ Deze situatie wordt in het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszone' geregeld door artikel 315.

6. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat het ontworpen besluit geen artikel 5 bevat. Aangezien het een nieuw besluit betreft, is het bovendien beter in de nummering geen gebruik te maken van *bis*, zoals in het ontworpen artikel 28*bis*.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

In het eerste lid moeten ook worden vermeld:

- artikel 17, § 1, 7°, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’, aangezien het gaat om een van de twee rechtsgronden van artikel 306 van het besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’, dat van toepassing wordt verklaard bij artikel 3 van het ontwerp;

- artikel 106/1 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 wegens boek 11 (“Uitvoeren van een alcohol- of drugtest”) van het besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’, dat van toepassing wordt verklaard bij artikel 3 van het ontwerp;

- artikel 208, wegens artikel 50 van het ontworpen statuut;

- artikel 224, tweede lid, wegens artikel 64 van het ontworpen statuut.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In het eerste lid kunnen de woorden “beroeps of vrijwillig” worden weggelaten. In het licht van de definitie in artikel 1, § 1, 6°, lijkt deze precisering overbodig.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3.

2. Het tweede lid, waarin de graden worden bepaald van het ambulancepersoneel dat geen brandweerman is, zou beter in een afzonderlijk artikel worden ondergebracht.

Artikel 4

In paragraaf 1 moeten de woorden “in een *sui generis* statutaire situatie” vervallen, aangezien het de bedoeling is van het ontworpen besluit om de statutaire situatie te regelen van de ambulanciers die geen brandweerman zijn, door in voorkomend geval een onderscheid te maken naargelang ze lid zijn van het vrijwillig personeel (tijdelijke benoeming) of van het beroepspersoneel (benoeming in vast dienstverband).

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt in advies 55.165/2, op 6 februari 2014 gegeven over het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’, kan dus het volgende worden gesteld:

“Aangezien artikel 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 aan de Koning de verplichting oplegt zowel voor het professioneel als voor het vrijwillig operationeel personeel een administratief statuut uit te vaardigen, rijst de vraag of het niet eenvoudiger en logischer zou zijn meteen het volgende te bepalen: ‘Behoudens andersluidende bepalingen is dit statuut van toepassing op de leden van het vrijwillig personeel van de zone.’”

Artikel 7

In het voornoemd advies 55.165/2 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds het volgende opgemerkt:

“Teneinde de beslissingsbevoegdheid van de raad duidelijk en nauwkeurig af te bakenen, moet worden bepaald volgens welke orde van voorrang de procedures om te voorzien in een vacante betrekking gevolgd moeten worden.”

Wegens de overeenkomstige redactie van artikel 3 van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’, zou de term “poste” in de Franse tekst overigens moeten worden vervangen door de term “emploi”.

Artikel 9

1. In verband met het tweede lid rijst de vraag waarom de raad in dit geval de voorwaarden voor de aanwijzing als hiërarchisch meerdere bepaalt, terwijl artikel 6 van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’ deze situatie voor de brandweermannen rechtstreeks regelt door te bepalen dat “[het gezag blij] gelijkheid in graad wordt (...) uitgeoefend door het personeelslid met de grootste anciënniteit in dezelfde graad”.

Indien het evenwel de bedoeling van de steller van het ontwerp is een personeelslid aan te wijzen, zou de procedure daarvoor moeten worden bepaald (bijvoorbeeld de oproep tot kandidaatstelling, de termijn om te kandideren, enz.), wat inhoudt dat de aanspraken en verdiensten van de kandidaten worden vergeleken.

2. De redenen waarom een lid van het operationeel personeel van het middenkader of het hoger kader wordt aangewezen, en niet een van de overige leden van het ambulancepersoneel met de graad van coördinator hulpverlener-ambulancier, komen in het derde lid niet duidelijk naar voren. Het lijkt logischer iemand van de laatstgenoemden aan te wijzen, behalve in het geval waarin er in de zone in kwestie geen andere coördinator hulpverlener-ambulancier is en in het geval waarin geen enkele coördinator hulpverlener-ambulancier zich voor de uitoefening van die functies kandidaat zou stellen.

Bovendien moet nauwkeuriger worden aangegeven in welke gevallen een personeelslid aangewezen kan worden. Welke gevallen van afwezigheid worden bedoeld? Bovendien moet de aanwijzingsprocedure worden bepaald. Daarenboven zou de steller van het ontwerp ook moeten vaststellen wanneer die aanwijzing ten einde loopt, aangezien het om een tijdelijke aanwijzing lijkt te gaan.

Artikel 10⁴

1. In de oproep tot kandidaatstelling die in het eerste lid van paragraaf 2 wordt vermeld, moet ook gepreciseerd worden of het gaat om een betrekking van lid van het vrijwillig dan wel van het beroepspersoneel.
2. Wat het derde lid betreft, zou in de oproep vermeld moeten worden op welke datum de voorwaarden vervuld moeten zijn. De oproep moet ook een beknopt profiel van de vacante functie bevatten⁵ en gewag maken van de voorwaarden, vermeld in artikel 14 van het ontworpen besluit, die op het einde van de stage vervuld moeten zijn.
3. Het zou beter zijn het zevende lid, dat betrekking heeft op de verplichting om de oproep tot kandidaatstelling bekend te maken, te laten volgen op het tweede lid, dat de wijze van bekendmaking betreft.
4. De regel genoemd in het achtste lid behoort als volgt te worden ingevoegd in het derde lid:

“De oproep vermeldt (...) de uiterste datum voor de kandidaatstelling en de praktische modaliteiten voor het indienen van de kandidaturen (...)”.

Artikel 11

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 reeds het volgende opgemerkt betreffende artikel 37 van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’:

“Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen:

‘Om aangeworven te kunnen worden moet de kandidaat geslaagd zijn voor een vergelijkend examen en dient hij een eliminerend geneeskundig onderzoek te ondergaan, zoals bepaald in artikel 26 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 ‘betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers’, die beide door de raad georganiseerd worden.

Het vergelijkend examen bestaat uit een interview bedoeld om de motivering, de inzetbaarheid en de overeenstemming van de kandidaat met de functiebeschrijving en de

⁴ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft soortgelijke opmerkingen geformuleerd over artikel 36 van het ontwerp waarover het voornoemde advies 55.165/2 is gegeven.

⁵ Zie artikel 11, § 2, van het ontwerp.

zone te testen. Indien redenen van operationele aard zulks rechtvaardigen, kan het vergelijkend examen ook een extra proef omvatten.

De raad legt in een reglement de inhoud van de proeven en de samenstelling van de examencommissie vast. De praktische organisatie van het vergelijkend examen kan door de raad toevertrouwd worden aan het opleidingscentrum voor de civiele veiligheid.

De geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve die twee jaar geldig is. De geldigheidsduur kan ten hoogste twee keer voor twee jaar verlengd worden.'

De bepaling luidens welke 'de kandidaten uit de reserve (...) door de raad toegelaten [worden] tot de aanwervingsstage in orde van rangschikking resulterend uit de zonale bijkomende proeven' zou opgenomen moeten worden in titel 2 betreffende de aanwervingsstage. Bovendien zou gepreciseerd moeten worden of de zonale bijkomende proeven deel uitmaken van de proeven van het vergelijkend examen [in welk geval het beter zou zijn die term te gebruiken], dan wel of het om nog andere proeven gaat.

Ten slotte zou bepaald moeten worden hoe de resultaten aan de kandidaten meegedeeld worden."

Artikel 12

1. Zoals het tweede lid is gesteld, onderstelt het dat er geen benoeming of aanstelling als stagiair plaatsvindt. De toelating tot de stage moet echter geformaliseerd worden door middel van een benoeming of een aanwerving als stagiair.

2. In het vierde lid wordt verwezen naar het brevet van ambulancier. De steller van het ontwerp zou moeten verduidelijken of het gaat om het brevet van hulpverlener-ambulancier dat is geregeld door het koninklijk besluit van 13 februari 1998 'betreffende de opleidings- en vervolmakingscentra voor hulpverleners-ambulanciers', dan wel om een ander type van brevet.

3. Op de vraag wat de situatie is van de stagiair als hij al in het bezit is van zijn brevet van ambulancier vóór hij als hulpverlener-ambulancier kandideert in een hulpverleningszone, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"Dans ce cas, le stagiaire ne doit plus suivre les formations pour l'obtention du brevet. On va devoir adapter l'article 12, alinéas 4 et 7 qui déterminent que le stage se termine après l'obtention du brevet. Proposition: Le stage dure 1 année pour le stagiaire qui est détenteur du brevet d'ambulancier le jour de l'entrée en service".

4. Het zevende lid zou moeten worden weggelaten, aangezien het einde van de aanwervingsstage al wordt bepaald in het vierde lid.

5. In het achtste lid schrijve men in de Franse tekst "un an" in plaats van "un ans".

Artikel 13

Met betrekking tot artikel 40 van het ontwerp van besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel' heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State in het voornoemde advies 55.165/2 reeds het volgende opgemerkt:

“De vraag rijst of in paragraaf 2, tweede lid, niet ook rekening moet worden gehouden met:

- de afwezigheden die volgen uit de artikelen 81, §§ 1 en 2, en 82 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 'tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel' (bijvoorbeeld naar analogie van artikel 28^{ter}, § 2, 3°, van het statuut van het rijkspersoneel);

- de periodes van afwezigheid gerechtvaardigd door deelname aan verplichte opleidingsactiviteiten (aansluitend bij artikel 7, § 2, van het APKB, luidens hetwelk die periodes in ieder opzicht gelijkgesteld moeten worden met periodes van dienstactiviteit”).

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 31, § 2.

Artikel 14

1. Paragraaf 1 zou kunnen worden weggelaten, aangezien uit artikel 12 volgt dat de stagiair hulpverlener-ambulancier zijn brevet van ambulancier moet behalen gedurende zijn stage.

2. Paragraaf 2, die betrekking heeft op de voorwaarden voor de definitieve benoeming (beroepspersoneelslid) of de tijdelijke benoeming (vrijwillig personeelslid), zou beter opgenomen worden in titel 3, met uitzondering van het tweede lid, waarvan het eerste deel⁶ zou kunnen worden weggelaten op grond van de opmerking in verband met artikel 10, derde lid, van het ontwerp, en waarvan het tweede deel⁷ zou moeten worden ingevoegd in artikel 12 van het ontwerp.

Artikel 16⁸

1. Volgens deze bepaling wordt de stagecommissie voorgezeten door de zonecommandant of zijn gemachtigde. Artikel 25 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 luidt echter als volgt:

“De zonecommandant (bedoeld in artikel 109) neemt deel aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem”.

⁶ Namelijk: “De raad vermeldt deze verplichtingen in de oproep tot kandidaatstelling”.

⁷ Namelijk: “neemt de kosten voor het behalen van het brevet van ambulancier voor haar rekening”.

⁸ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 43 van het daarin onderzochte ontwerp al opmerkingen geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

Aangezien de beslissing over de verlenging van de stage of het ontslag door de raad moet worden genomen (zie artikel 22 van het ontwerp), moet erop worden toegezien dat de zonecommandant in de praktijk ofwel geen zitting heeft in de stagecommissie, ofwel de vergaderingen van de raad niet bijwoont wanneer deze moet beslissen over de verlenging van de stage of het ontslag van de stagiair, opdat het onpartijdigheidsbeginsel niet wordt geschonden.

2. Voorts moet worden bepaald op welke wijze de commissie beraadslaagt (quorum, geheime stemming, wat te doen in het geval van staking van stemmen ?).

Artikel 18⁹

De tweede zin van het tweede lid zou kunnen worden gesteld als volgt:

“Ze worden door de stagebegeleider ondertekend en na afloop van elke periode ter kennis gebracht van de stagiair, die ze ondertekent en er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt.”

Met die formulering zou gegarandeerd kunnen worden dat de stageverslagen onmiddellijk aan de stagiair worden overgezonden en niet allemaal samen op het einde van de stage.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 35, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 22

1. Aangezien de commissie noch een beslissing mag nemen noch een voorstel mag formuleren, moeten in artikel 22, derde lid, van het ontwerp de woorden “neemt de commissie een beslissing of formuleert ze een voorstel” worden vervangen door de woorden “geeft de commissie haar advies”.

2. In het vijfde lid, tweede zin, *in fine*, zouden de woorden “positief te zijn” beter worden vervangen door de woorden “gunstig te zijn voor de stagiair”.

Artikel 24¹⁰

Door de vergelijking van de Nederlandse en de Franse tekst van het vierde lid rijst de vraag of het advies van de commandant na de periode van zes jaar hoe dan ook vereist is, dat

⁹ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 45 van het daarin onderzochte ontwerp al opmerkingen geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

¹⁰ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in advies 55.523/2, op 26 maart 2014 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszone’, met betrekking tot artikel 51 van het daarin onderzochte ontwerp al opmerkingen geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

wil zeggen zowel in het geval van de stilzwijgende vernieuwing als in het geval waarin de benoeming niet wordt vernieuwd.

Hoe dan ook moet de procedure die gevolgd moet worden om tot de niet-vernieuwing te kunnen besluiten, nauwkeuriger worden vastgesteld. Wanneer moet het advies van de commandant worden gegeven? Wordt dat advies uit eigen beweging gegeven of op verzoek van de raad? Wordt het aan de vrijwilliger overgezonden? Zo ja, binnen welke termijn? Binnen welke termijn wordt het aan de raad overgezonden? Wanneer kan de raad de vrijwilliger horen? Hoe en wanneer moet de vrijwilliger zijn verzoek formuleren om gehoord te worden?

Dit lid, in ieder geval de Franse tekst ervan, kan aldus geïnterpreteerd worden dat de raad na het advies van de commandant beslist om de benoeming niet te vernieuwen. Artikel 25 van de wet van 15 mei 2007 'betreffende de civiele veiligheid' luidt echter als volgt:

“De zonecommandant (bedoeld in artikel 109) neemt deel aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem.”

Aangezien de beslissing inzake de niet-vernieuwing door de raad moet worden genomen, moet erop worden toegezien dat de zonecommandant in de praktijk niet aan de vergaderingen van de raad deelneemt wanneer de raad een beslissing moet nemen om al dan niet te vernieuwen, opdat het beginsel van onpartijdigheid niet wordt geschaad.

Boek 3

Het opschrift zou moeten worden vervangen door “Bevordering door verhoging in graad”, aangezien dit boek alleen betrekking heeft op dit type van bevordering en aangezien de andere aspecten van de loopbaan worden geregeld bij de bepalingen van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’.

Artikel 25

1. In het eerste lid dienen de woorden “deze titel” te worden vervangen door “dit boek”.
2. In het tweede lid, 2°, zou het wellicht beter zijn te verduidelijken dat het gaat om het ambulancepersoneel dat geen brandweerman is.

Artikel 28

Teneinde rekening te houden met het bepaalde in de artikelen 90, tweede lid, en 107, tweede lid, van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’, die bij artikel 3 van het ontwerp van toepassing worden verklaard op het ambulancepersoneel dat geen brandweerman is en die de mogelijkheid bieden af te wijken van het beginsel dat is vastgelegd in het ontworpen eerste lid, zouden op het einde van het lid de woorden “onverminderd de artikelen 90, tweede lid, en 107,

tweede lid, van het koninklijk besluit van ... tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones” moeten worden ingevoegd.

Artikel 28bis

1. Op basis van de bepaling onder a), zoals ze is gesteld, is het niet mogelijk om met zekerheid te bepalen of de duur van de aanwervingsstage meegeteld wordt bij het berekenen van de graadanciënniteit. De steller van het ontwerp dient die twijfel weg te nemen zonder daarbij uit het oog te verliezen dat hij er in artikel 56 van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’, voor heeft gekozen de stageperiode niet mee te tellen in die berekening.

2. In de bepaling onder c), zou de steller van het ontwerp moeten verduidelijken over welk brevet het gaat. In dat opzicht dient te worden opgemerkt van het voornoemde koninklijk besluit van 13 februari 1998 geen bepalingen bevat met betrekking tot dat type van brevet.

Artikel 29

1. Wat paragraaf 1, eerste lid, betreft, zou het beter zijn om in de Franse tekst te schrijven “déterminent ensemble” in plaats van “en commun déterminent”.

2. In paragraaf 1, tweede lid, dient te worden verwezen naar artikel 28 in plaats van naar artikel 26. Bovendien dient het woord “andere” te worden weggelaten.

3. Gelet op de redactie van het vierde lid, legt de raad in paragraaf 1, derde lid, niet de samenstelling van de examencommissie vast, maar kiest hij de personen die overeenkomstig het vierde lid de examencommissie vormen.

Artikel 30¹¹

Ter wille van de samenhang zou het tweede lid met artikel 32 moeten worden samengevoegd tot één enkele, als volgt luidende bepaling:

“De bevorderingsstage verloopt onder leiding van de functioneel meerdere, hierna ‘stagebegeleider’ genoemd.

De stagebegeleider noteert in een logboek de door de stagiair gevolgde opleidingen.”

Bovendien zou het nuttig zijn om te verduidelijken door welke overheid de functioneel meerdere wordt aangewezen.

¹¹ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 58 van het daarin onderzochte ontwerp al opmerkingen geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

Artikel 32¹²

Deze bepaling moet vervallen, gelet op de opmerking betreffende artikel 30, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 34

1. Op grond van de soortgelijke structuur van de titel betreffende de aanwervingsstage zou artikel 34 beter worden ondergebracht in het gedeelte van de titel waarin de algemene bepalingen van de bevorderingsstage aan de orde zijn.¹³

2. In het eerste lid zou het beter zijn “de bevorderingsgraad” te schrijven, aangezien er slechts één bevorderingsgraad is.

3. In het derde lid dient de verwijzing naar artikel 32 te worden aangepast in het licht van de opmerking in verband met artikel 30 van het ontwerp.

Artikel 38

1. In het tweede lid zou moeten worden bepaald op welke wijze het geval kan worden voorgelegd aan de stagecommissie: hoe en binnen welke termijn moet het aan haar worden voorgelegd ?

2. In het derde lid moet het geval worden geregeld waarin de stagiair of zijn verdediger om een geldige reden niet voor de commissie verschijnt, alsook het geval waarin hij niet verschijnt zonder daarvoor een rechtvaardigingsgraad aan te voeren.

3. In een specifiek lid zou moeten worden bepaald binnen welke termijn de commissie haar advies moet verlenen en welke gevolgen verbonden zijn aan de niet-naleving van die termijn, dat dit advies gemotiveerd moet zijn en op welke wijze en binnen welke termijn dat advies aan de raad moet worden overgezonden.

4. In het vierde lid moet worden bepaald binnen welke termijn de raad uitspraak moet doen nadat hij het advies van de commissie heeft ontvangen, en welke gevolgen verbonden zijn aan de overschrijding van die termijn. Tevens moet worden bepaald dat de raad zijn beslissing van een bijzondere motivering moet voorzien indien hij afwijkt van het advies van de commissie.

5. Wat de vier voorgaande punten betreft, wordt voorgesteld uit te gaan van artikel 22 van het ontwerp, rekening houdend met de over die bepaling gemaakte opmerkingen.

¹² De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 60 van het daarin onderzochte ontwerp al een opmerking geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

¹³ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 62 van het daarin onderzochte ontwerp al een opmerking geformuleerd met eenzelfde strekking als deze.

Boek 4

Opschrift

Het zou beter zijn dit boek het opschrift “De opleiding” te geven. Gelet op de strekking van het ontwerpbesluit lijkt het immers niet nodig om te verduidelijken dat de opleiding bedoeld is voor de leden van het ambulancepersoneel.

Artikel 43¹⁴

1. Daar het statuut voorziet in de verplichting voor de personeelsleden om permanente vorming te volgen, begrijpt de Raad van State niet waarom het personeelslid dat de zone binnen drie jaar na de opleiding verlaat, die opleidingen zou moeten terugbetalen. Een dergelijke bepaling zou een impact kunnen hebben op de vrijheid van de personeelsleden om elders te gaan werken indien ze dat wensen en is dus moeilijk verenigbaar met het voorschrift van artikel 23 van de Grondwet, dat de vrije keuze van beroepsarbeid waarborgt.

2. In zoverre de titel betreffende de opleiding bovendien op het vrijwillig personeel toepasselijk is, is deze bepaling niet verenigbaar met de tijdelijke benoeming. In dat verband rijst immers de vraag of het vrijwillig personeelslid de gevolgde opleidingen moet terugbetalen indien het na een periode van zes jaar en wanneer de overheid hem een hernieuwing voorstelt, besluit de zone te verlaten?

Artikel 44

1. In de bepaling onder 2° zou enerzijds moeten worden aangegeven dat het gaat om een tuchtprocedure die gevolgd is op grond van boek 10 van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’, en zou anderzijds moeten worden verwezen naar de gevallen van ontslag van ambtswege vermeld in artikel 46.

Wat betreft het ontslag van ambtswege dat op basis van artikel 41 wordt gegeven, zou bovendien in de bepalingen inzake de opleiding of inzake de beëindiging van het ambt, moeten worden gepreciseerd hoe dat ontslag wordt gegeven. Wordt het verleend wanneer het personeelslid geen enkel opleidingsuur volgt of wanneer hij niet het jaarlijkse quotum opleidingsuren bereikt? Welke procedure geldt hiervoor (termijn, hoorgesprek met het personeelslid, enz.)? Deze laatste opmerking geldt eveneens voor artikel 45, 2°.

2. De gevallen die vermeld worden na de bepaling onder 2° moeten in de Franse tekst worden vernummerd als 3° tot 7°.

3. In de ontworpen bepaling onder 4°, dat gelet op de voorgaande opmerking 6° wordt in de Franse tekst, zou het volgende moeten worden toegevoegd: “als hij niet kan worden

¹⁴ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 152 van het daarin onderzochte ontwerp al opmerkingen geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

wedertewerkgesteld overeenkomstig artikel 117 van het besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’ ”.¹⁵

Artikel 45

1. In de bepaling onder 2° zou ter wille van de gelijkvormigheid met het ontworpen artikel 44, 2°, eveneens melding moeten worden gemaakt van het ontslag van ambtswege naar aanleiding van een tuchtprocedure die gevolgd is op grond van boek 10 van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’. Onder voorbehoud van een eventuele wijziging van de nummering ten opzichte van het ontwerp waarover het voornoemde advies 55.165/2 is gegeven, zou eveneens moeten worden verwezen naar artikel 246 van het besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’ in plaats van naar artikel 243 ervan.

2. In de bepaling onder 6° zou het wellicht verkieselijk zijn te schrijven “in geval van niet-vernieuwing van de benoeming” in plaats van “door het verstrijken van de duur van de verbintenis of de vernieuwing ervan”.¹⁶

Artikel 46¹⁷

De vraag rijst of het feit dat niet meer wordt voldaan aan de woonplaats- of beschikbaarheidsverplichting, zoals bepaald in artikel 10 van het ontwerp, niet dient te worden vermeld in artikel 46, eerste lid, 1°, van het ontwerp.

Artikel 48¹⁸

Het zou raadzaam zijn de nadere regels te bepalen (procedure, termijn, in te leveren documenten) om de aanvraag in te dienen alsook die (procedure, termijn) voor de besluitvorming door de raad.

¹⁵ Artikel 300, 6°, van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’ is in die zin gesteld.

¹⁶ Artikel 301, 6°, van het ontwerp van besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel’ is in die zin gesteld.

¹⁷ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 290 van het daarin onderzochte ontwerp al een opmerking geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

¹⁸ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met artikel 292 van het daarin onderzochte ontwerp al een opmerking geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

Artikels 48 en 49¹⁹

Er zou moeten worden gepreciseerd welke overheid het eervol ontslag verleent.

Boek 6

Algemene opmerking

Men kan zich afvragen of het in boek 6 geen bepalingen moeten worden ingevoegd die vergelijkbaar zijn met de artikelen 38 en 42, §§ 2 en 3, van het ontwerp van geldelijk statuut waarover heden advies 55.762/2 is gegeven, teneinde de personeelsleden de mogelijkheid te bieden om bepaalde verworvenheden te behouden (bijvoorbeeld inzake verloven) die toegekend zijn onder de gelding van de regelgeving waarvan de opheffing beoogd wordt.

Artikel 50

1. In de bepaling onder 2° schrijve men in de Franse tekst “coordinateur” in plaats van “coördinator”.

2. De bepaling onder 3° roept vragen op met betrekking tot het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie. Volgens die bepaling verkrijgen de verpleegkundige-ambulancier, de verpleegkundige-ambulancier met bijzondere beroepstitel “intensieve zorgen en spoed” en de hoofdverpleegkundige-ambulancier immers allen de graad van coördinator hulpverlener-ambulancier. Ze worden dus op gelijke voet behandeld als de coördinatoren-ambulanciers. Bepaalde personeelsleden van de categorie “verpleegkundige” kunnen echter houder zijn van een diploma van niveau B (gegradueerde verpleegkundigen), dat wil zeggen een diploma dat hoger is dan dat wat wordt vereist om coördinator-ambulancier te kunnen zijn. Men kan zich dus de vraag stellen of het bezit van een diploma van niveau B in bepaalde gevallen ten nutte kan worden gemaakt, inzonderheid wanneer dit reeds een voorwaarde was voor aanwerving, bevordering of uitoefening van bepaalde functies.

Als er bovendien in het huidige systeem verschillen bestaan qua verantwoordelijkheden en functies tussen personeelsleden met eenzelfde graad, naargelang ze behoren tot een dienst van categorie C, X, Y of Z, dan zou het misschien nuttig zijn om daarvan melding te maken in de tekst van het ontwerp en/of in het verslag aan de Koning, teneinde bepaalde mogelijke weddeverschillen te rechtvaardigen.

¹⁹ De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 55.165/2 in verband met de artikelen 292 en 293 van het daarin onderzochte ontwerp al een opmerking geformuleerd met eenzelfde strekking als de hiernavolgende.

Artikel 53

Het ontworpen artikel 3 bepaalt dat boek 4 van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel' niet van toepassing is op het ambulancepersoneel dat geen brandweerman is.

De afdeling Wetgeving gaat er bijgevolg van uit dat het in het ontworpen artikel 53 in feite de bedoeling van de steller van het ontwerp is de bepalingen van titel 2 van boek 2 van dit ontwerpbesluit toepasselijk te maken.

De gemachtigde van de Minister heeft aangegeven dat artikel 53 inderdaad zal worden herzien.

Artikel 56

In overeenstemming met de nummering in het ontwerp waarover advies 55.523/2 is gegeven, dient te worden verwezen naar artikel 195 van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel' in plaats van naar artikel 193 ervan.

Artikel 58

De woorden "van dit besluit" zouden moeten worden vervangen door de woorden "van dat besluit", aangezien het besluit wat wordt bedoeld het besluit is 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel', waarnaar in het ontwerpbesluit wordt verwezen, en het voorliggende ontwerp bovendien geen enkele bepaling bevat inzake verloven en afwezigheden.

Artikel 59

In overeenstemming met de nummering in het ontwerp waarover advies 55.523/2 is gegeven, dient te worden verwezen naar boek 9 van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel' in plaats van naar boek 14 ervan.

Artikel 60

In overeenstemming met de nummering in het ontwerp waarover advies 55.523/2 is gegeven, dient te worden verwezen naar artikel 223 van het besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel' in plaats van naar artikel 221 ervan.

Nieuw artikel

In het ontwerpbesluit zou een bepaling moeten worden opgenomen met dezelfde strekking als die van artikel 44 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende geldelijk statuut van het ambulancepersoneel van de hulpverleningszones dat geen brandweerman is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT